



GANSHOREN

RU CoBAT 2018
Ganshoren, le 26/10/2022.

MRO AND ASSOCIATES SRL

Avenue Broustin 73/75
1083 Bruxelles

Votre correspondant :

Adel Bouaïta
Assistant administratif
Tél : 02/464.05.26
e-m@il : ru.si@ganshoren.brussels

N. Réf : RU/317-2022

V. Réf. : /

Annexe(s) : 0

RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES DELIVRES PAR LA COMMUNE

Modèle annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018 relatif aux renseignements urbanistiques

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques réceptionnée complète en date du **28/09/2022** concernant le bien sis **Avenue Broustin 73 - 75** cadastré **21392B0026/00L010**, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

A. RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES RELATIFS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGIONALES ET COMMUNALES QUI S'APPLIQUENT AU BIEN :

1°) En ce qui concerne la destination :

Le bien se situe :

- Au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001, en zones d'habitation, en zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement ;
- ~~Dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol (PPAS) :~~
- ~~Dans le périmètre du permis de lotir (PL) :~~

Les zones et les prescriptions littérales du PRAS et du PAD sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

2°) En ce qui concerne les conditions auxquelles une demande de permis ou de certificat d'urbanisme serait soumise :

- Les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT),
- Les prescriptions du PRAS précité ;
Le solde des superficies de bureaux et d'activités de production de biens immatériels admissibles (CASBA) est consultable à l'adresse internet suivante : <http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm> ;
- Les prescriptions du Règlement Régional d'Urbanisme (RRU), approuvé par l'arrêté du

(1) Supprimer la ou les mentions inutiles

Gouvernement du 21 novembre 2006 ;

Les prescriptions du PRAS et des règlements régionaux d'urbanisme sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Le périmètre des PPAS, des PL et des RCU sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be, leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

3°) En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien :

- Néant ;

4°) En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

- Néant ;

5°) En ce qui concerne les mesures de protection du patrimoine relatives au bien :

- Néant ;

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1er janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).

Pour ce qui concerne les éventuelles « autorisations patrimoine », des informations peuvent être obtenues à la Région, auprès de la Direction des Monuments et des Sites.

6°) En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activités inexploités :

- Néant ;

7°) En ce qui concerne l'existence d'un plan d'alignement :

- La voirie le long de laquelle se situe le bien n'a pas fait l'objet d'un plan d'alignement approuvé par arrêté royal. Les limites sont, si nécessaire, à faire contrôler en soumettant un plan de bornage au géomètre communal ;

8°) Autres renseignements :

- Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de l'état du sol au sens de l'article 3, 15° de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de Bruxelles-Environnement (IBGE), Site Tour & Taxi, Avenue du Port 86c/3000 à 1000 Bruxelles ou via son site internet : www.bruxellesenvironnement.be ;
- Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour **transport de produits gazeux** dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium SA, Avenue des Arts 31 à 1040 Bruxelles ;
- Le bien ne se situe pas en zone d'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation (**EDRLR**) ;
- Le bien ne se situe pas dans le périmètre de la **Zone de Revitalisation Urbaine** ;
- En ce qui concerne une éventuelle question de zones inondables, nous vous invitons à prendre contact avec Bruxelles-Environnement (IBGE) ;
- En ce qui concerne une éventuelle question de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements, nous vous invitons à prendre contact avec la DIRM ;
- En ce qui concerne une éventuelle question d'égouttage, nous vous invitons à prendre contact avec Hydrobru ;

(1) Supprimer la ou les mentions inutiles

B. AU REGARD DES ELEMENTS ADMINISTRATIFS A NOTRE DISPOSITION, CI-DESSOUS, LES RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES COMPLEMENTAIRES DESTINES AU TITULAIRE D'UN DROIT REEL QUI A L'INTENTION DE METTRE EN VENTE OU EN LOCATION POUR PLUS DE NEUF ANS LE BIEN IMMOBILIER SUR LEQUEL PORTE CE DROIT OU DE CONSTITUER SUR CELUI-CI UN DROIT D'EMPHYTHEOSE OU DE SUPERFICIE, OU A LA PERSONNE QUE CE TITULAIRE MANDATE POUR CE FAIRE :

1°) En ce qui concerne les autorisations, permis et certificats :

- **Autorisation / permis d'urbanisme/ permis d'environnement/ certificat :**

Urbanisme

| N° dossier | Objet | Décision | Date | Autorité délivrante | Durée limitée | Prorogation |
|---------------------|---|--------------|------------|---------------------|---------------|-------------|
| N° 6 | Construire une maison (n° 73) | Déjà délivré | 21/03/1925 | Commune | | |
| Acte d'autorisation | Construire une maison (n° 75) | Déjà délivré | 04/06/1928 | Commune | | |
| Acte d'autorisation | Travaux afférents au restaurant BRUNEAU | Déjà délivré | 21/03/1971 | Commune | | |
| N° 4190 | Percer 3 baies et aménager une terrasse | Déjà délivré | 02/07/1987 | Commune | | |
| N° 4350 | Transformations | Déjà délivré | 09/06/1992 | Commune | | |

Environnement

| N° dossier | Objet | Décision | Date | Autorité délivrante | Validité | Prorogation |
|------------|-------|----------|------|---------------------|----------|-------------|
| / | / | / | / | / | / | / |

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demandes, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

2°) En ce qui concerne :

- La destination urbanistique licite du bien concerné par votre demande, à savoir le bien situé avenue Broustin 73-75 est « maison d'habitation + horeca »
- La ou les utilisation(s) urbanistique(s) licite(s) de ce bien :

| Bâtiment | Localisation | Destination | Commentaire |
|------------------------------|-----------------|-------------------------|---|
| Maison d'habitation + horeca | Sous-sol | Locaux annexes | 5 caves, 3 caves à vins, local air conditionné, sanitaires hommes, sanitaires dames, cave + chaudière, sanitaires. |
| | Rez-de-chaussée | Horeca + locaux annexes | Entrée cochère restaurant + hall, entrée de service, 3 bureaux, 2 salles, 3 cuisines, comptoir, dégagement, dégagement escalier, terrasse |
| | 1er étage | Horeca + locaux annexes | Dégagement + sanitaire, chambre 1, salle de bain, 2 dégagements escalier + lift, bureau, dégagement escalier, cuisine, 2 salles de banquet, sanitaire, terrasse |
| | 2ème étage | Logement | Dégagement escalier, chambre 2 + salle de bain, sanitaire, 2 réserves, chambre 3, dégagement escalier, chambre 4, salle de douche, grenier |

- Pour l'ensemble de l'immeuble, le nombre de logements : 1

3°) En ce qui concerne les constats d'infraction :

- Néant ;

L'absence d'établissement d'un constat d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction.

En cas d'infraction, non connue à ce jour par nos services, ce courrier ne régularise nullement ces dernières.

(1) Supprimer la ou les mentions inutiles

Observations complémentaires :

D'après la photo de la façade avant, jointe en annexe à votre demande, il apparaît que la division du châssis au niveau du rez-de-chaussée, côté gauche, diffère de celle reprise sur les derniers plans approuvés en notre possession.

Nous avons également constaté qu'une structure métallique a été installée en façade avant.

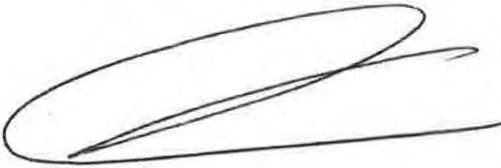
Il y a dès lors lieu d'introduire, endéans les 4 mois à dater de la présente, une demande de permis d'urbanisme afin de solliciter la mise en conformité de la situation actuelle.

Fait à Ganshoren, le 26/10/2022.

La Secrétaire Communale

L'Echevine de l'Urbanisme

Le Bourgmestre



Caroline VAN DE WALLE



Magali CORNELISSEN

Jean-Paul VAN LAETHEM

Remarques :

1. Les renseignements urbanistiques fournis sont valables à la date du présent courrier. Une modification ultérieure de la législation ou la fourniture de nouvelles preuves d'occupation peuvent avoir pour conséquence de modifier les informations fournies.
2. Le présent document ne dispense pas de se rendre titulaire du permis d'urbanisme pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 98, § 1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ou par un règlement d'urbanisme conformément à l'article 98, § 2 du même Code, ou du permis de lotir exigé par l'article 103 du même Code.
3. Toute personne peut prendre connaissance auprès du service urbanisme de la commune du contenu des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir introduites ou des certificats et permis délivrés, et obtenir copie des éléments communicables en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale.
4. Des copies ou extraits des projets de plans ou des plans approuvés, des permis de lotir non périmés, des plans d'alignement et des règlements d'urbanisme peuvent être obtenus auprès de l'administration communale. Celle-ci est susceptible de demander des frais relatifs à la délivrance de ces documents.
5. Le descriptif sommaire n'engage en rien la commune dès lors que celle-ci n'intervient pas dans son élaboration.

(1) Supprimer la ou les mentions inutiles